



*Union des Syndicats
de Services d'Etudes
et de Recherche*

La Lettre d'info des CETE et laboratoires

*« Pour un service public de l'Équipement et de
l'Environnement au service du public »*

15 Décembre 2010 – n°3

Petite histoire illustrée de la casse du RST

Ou comment le gouvernement enterre les Cete et les laboratoires des Ponts et Chaussées

*Ou quand une série de « coïncidences » ne peut naître que d'une volonté délibérée de casser
les services publics...*

*
* *
*

Chapitre 1 : La fin de l'Ingénierie Publique ou comment le mot « route » est devenu un « gros mot »

Dans un environnement politique dérivant vers le libéralisme à la Thatcher, notre Ministère a décidé, il y a quelques années, d'arrêter l'ingénierie publique pour compte de tiers, parmi lesquels on comptait les Collectivités. Il fallait à cette époque, laisser aux entreprises privées toute notre expertise et permettre aux majors des TP de récupérer ce qu'il y avait encore de compétences, de savoirs et de savoir-faire dans nos services. Surtout il fallait que les missions que devait remplir l'Etat pour ses collectivités rentrent dans le secteur marchand. Et tant pis pour les disparités entre collectivité et pour les départements n'ayant pas assez de moyens pour garder en état leurs infrastructures.

Alors oui, l'Etat a mis en avant l'Atesat pour aider dans un premier temps les collectivités. Mais cette aide a diminué et reste ridiculement faible. Les Bureaux d'Etudes et autres entreprises des TP ont profité de cette manne mais pas les Collectivités qui auraient bien voulu continuer à profiter des Cete.

*La CGT a toujours revendiqué un Réseau Scientifique et Technique partagé entre état et
Collectivités.*

**Depuis 2004, l'Etat, par choix politique, a une dette envers
les conseils généraux. Ceux-ci prévoient des baisses de
budget de 10 à 20% en investissements et entretien
d'infrastructures...Qu'attend l'Etat pour faire profiter les
conseils Généraux de nos services ????**

Pour faire avaler la pilule des abandons de mission, le Ministère a même eu le culot de mettre en avant le Grenelle et de dire que les routes et le génie civil de manière générale « c'est fini », et qu'il fallait pour le bien de la Société se reconvertir dans le Développement Durable.

Comme si entretenir les infrastructures et donner la possibilité à tout un chacun de se déplacer en sécurité, ce n'était pas du développement durable...

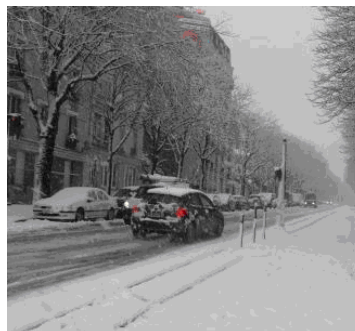
Comme si développer la connaissance du territoire et prévenir les catastrophes naturelles, ce n'était pas du développement durable...



"Les Routes c'est fini", mais en attendant tout fout le camp...



Le drame de la Tranche/Mer



La viabilité hivernale souffrant du manque de personnel et de bases d'informations

Chapitre 2 : le Grand RST ou comment les services techniques centraux ont disparu

Il y a encore quelques années, rappelons-nous, le Ministère de l'Équipement et le service public des Travaux Publics, compris dans leur globalité (Infrastructures – notamment les Routes –, Environnement, Aménagement, Urbanisme, Risques...) permettaient à la France d'avoir un réseau envié, une technicité copiée, un corpus de normes et de règles de l'Art innovants. Cette technicité était relayée et orchestrée par les services techniques centraux qu'étaient le Sétra, le Cetu, le Certu, le Cetmef et le LCPC notamment. Ces services techniques centraux conseillaient les administrations centrales et organisaient les études selon des priorités ne dépendant pas uniquement de politiques d'austérité mais dépendant en partie de visions à moyen et long termes.

A quoi assistons nous depuis 5 ans ? à une casse de ces services techniques centraux :

Sétra déménagé, Cetmef vidé, Certu déstabilisé, Cetu relégué....



L'emplacement à travers champs du Sétra...

Le Ministère et le Commissariat général au développement durable a, dans un élan de communication et de plan marketing soutenant le fameux Grenelle, créé le Grand Réseau Scientifique et Technique (RST)...comme d'autres ont tenté le Grand Paris ou encore un Grand Ministère regroupant Energie, Environnement, etc, etc...Cela a d'ailleurs fait Psssschiiiiiiiiit dans tous les cas.



Ce grand Réseau devait regrouper tous les organismes scientifiques et techniques du Grand Ministère. **Pour quoi faire ?** A cette question, jamais le Ministère ne nous a répondu ! Le seul moyen pour aboutir à cet objectif nul était de créer des liens, mais comme disait la Commissaire Générale au Développement Durable et la Directrice de la Recherche et de l'Innovation, « sans chef d'orchestre », car seul le « partenariat libre sans contraintes et volontaire » pouvait fonctionner...cela voulait dire sans tête de réseau.

Malgré l'absence de réunion de suivi de ce Grand RST, les têtes de réseau qui aurait pu se muscler avec ce RST nouvelle formule ont vu leurs missions diminuées.

Le Ministère est toujours pressé dans ses actions de suppression et de casse des services mais manque singulièrement de volonté pour faire vivre ce qu'il crée.

La CGT a toujours revendiqué la prise en compte des services techniques centraux pour orchestrer la politique scientifique et technique du Ministère.

Chapitre 3 : la polarisation des activités ou comment justifier les diminutions d'effectifs et d'activités et les cadeaux au secteur marchand

Pendant la mise en marche de ce grand RST avorté, mais qui aura mobilisé de nombreux cadres A+ +, le réseau des Centres d'études techniques de l'équipement (Cete) affrontait deux chantiers parallèles : les fameux plans d'évolution desdits Cete, et la polarisation.

Depuis 3 ans, nos chers directeurs n'ont que ces mots à la bouche : « moderniser la structure » et « polariser », ce qui signifie diminuer les effectifs et espérer sortir son épingle du jeu...

Depuis 3 ans, nos chers directeurs ne sont évalués que sur ces aspects.

Depuis 3 ans, nos services fonctionnent sans direction stratégique, technique ou scientifique.

Depuis 3 ans, nous avons chacun dans nos Cete des cadres idolâtrant les principes de Cap Gemini et Boston Consulting et consorts...

Ces plans d'évolution ont vu les effectifs des moyens supports diminuer de presque 50%, les divisions informatique sortir des effectifs et du réseau des Cete, et surtout ont contribué au départ de nombreux collègues découragés de ne voir au bout du tunnel aucune vision sur leurs missions et leurs activités...

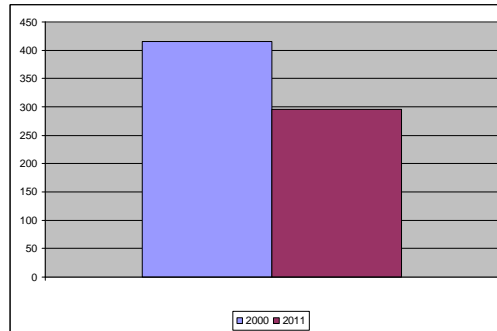
Face à cette perte d'effectifs initiée par la Révision générale des Politiques Publiques, il fallait quand même que la Direction de la Recherche et de l'Innovation (DRI) cherche à préserver quelques compétences, à les sanctuariser comme on inscrit au patrimoine de l'Unesco des beaux paysages que l'on veut figer... Il fallait en trouver 60... Les directions des Cete en proposèrent 150... Les bons élèves des plans d'évolution furent récompensés...

A côté de ces pôles de compétence et d'innovation, les autres activités peuvent mourir.

Mais comment développer des compétences sans passer par de l'ingénierie « quotidienne » qui permet de se faire la main et d'être confronté aux problématiques territoriales ?

Mystère, **la DRI croit en la génération spontanée** : un spécialiste peut naître dans un pôle qui ne pratique pas d'ingénierie dans des domaines pourtant pragmatiques comme les nôtres...

La CGT a toujours défendu la pratique de l'ingénierie publique comme corollaire au développement de l'expertise et de l'innovation



Evolution des effectifs au Cete Nord-Picardie entre 200 et 2010 : on est passé de 416 à 296!!!

Et pendant ce temps, le gouvernement élimine les moyens support. Au Cete Normandie-Centre par exemple, c'est 48% d'effectif en moins...Comment dans ces conditions, les équipes techniques peuvent-elles fonctionner ??

Sans compter le magnifique outil de gestion qui a coûté au bas mot 1,1 milliard d'euros...CHORUS... Tout est fait pour créer des dysfonctionnements qui seront autant de prétextes pour justifier la casse de nos services !

Quand on veut éliminer son chien, on l'accuse de la rage et en plus on lui coupe les pattes : c'est ce que fait le gouvernement...

Chapitre 4 : la création d'instances paritaires ou comment aider gratuitement les Entreprises en leur apportant notre savoir

L'Etat qui s'est toujours voulu responsable...envers les Entreprises, s'est engagé vis-à-vis d'elles à transmettre les connaissances et les compétences de ses services à prix bradés...c'est-à-dire gratuitement.

Un Directeur de Cete affirmait que « **dans les domaines où nous devons disparaître, à cause de contraintes budgétaires, il est de notre devoir d'accompagner l'externalisation de ces activités** ». Bel euphémisme pour dire « aidons le Privé à s'enrichir sur notre dos ».

Quel sens de la responsabilité de nos hauts fonctionnaires ! Mais où était ce sens du devoir quand il s'agissait de l'intérêt des routes nationales, de l'aménagement, des risques, de l'égalité des niveaux de service quelque soit le département ?

Deux entités ont été créées :

La première, l'Institut des routes, des rues, et des infrastructures pour la mobilité regroupe tous les syndicats professionnels (bureaux d'études, entreprises de TP, producteurs de granulats...), les collectivités et l'Etat. Ses missions sont de « fédérer les acteurs et œuvrer pour la cohérence de la doctrine et des règles de l'Art, mettre en commun des moyens pour réagir aux évolutions techniques et sociétales et promouvoir l'innovation sous tous ses aspects et contribuer au rayonnement du savoir faire français à l'international ». Ce que faisaient il y a encore quelques temps...les services techniques centraux...

Inutile de dire que l'Etat n'est qu'un simple acteur et qu'il n'a plus de levier pour imposer une politique globale de, comment appelle t'on cela déjà...le dé...le développement durable !!

The image shows a screenshot of the IDRRIM website. At the top left is the IDRRIM logo. Below it is a green navigation bar with the text 'Dialogue' and 'Règles de l'art'. To the right is a main image of a road winding through a landscape with yellow flowers. Below the main image is a navigation menu with links: 'L'IDRRIM | COMITÉS OPERATIONNELS ET GROUPES DE TRAVAIL | PUBLICATIONS | EVENEMENTS | ACTUALITES | PARTENAIRES | CONTACT'. Below the menu is a news section. On the left is a profile of Yves Krattinger, a Senator of Haute-Saône, with a photo and text: '4 La création de l'IDRRIM vise à la constitution d'une doctrine collective'. On the right is a news item titled 'COTITA' with the text: 'Les Conférences Techniques Interdépartementales des Transports et de l'aménagement (COTITA) se déroulent en ce fin d'année dans chaque inter-région en session plénière.' Below the news item are three columns: 'ACTUALITES' with a link to '29/10/2010 Revue des prix - Infrastructures pour la mobilité et biodiversité', 'AGENDA' with a link to 'du 28 au 28 octobre 2010 Biennale 5 villes à Metz', and 'PUBLICATIONS' with a link to '9 octobre 2010 Note d'information IDRRIM n° 21'. At the bottom left is a link to 'Les prochaines réunions des instances de l'IDRRIM' and at the bottom right is a link to 'Toutes les actualités'.

l'IDRRIM, l'Institut de la route, club de gens de bonne famille, où l'Etat n'est plus qu'un simple intervenant au même titre qu'une entreprise...

La seconde, LCPC-Expert, regroupe le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (devenu après la fusion avec l'INRETS, l'IFSTTAR) et l'Entreprise privée EGIS (ex Scétauroute, 10 000 personnes dont 3 000 ingénieurs). L'objet social de LCPC Expert est de vendre des prestations d'expertises ciblées dans le domaine du génie civil, des risques naturels, de l'environnement et de la ville durable. Le LCPC a obligation de confier les demandes d'expertises qui lui seront faites à cette entité...mais bien sûr cette obligation n'est pas valable pour l'Entreprise privée EGIS...Le LCPC s'il est contacté par un Conseil Général devra le diriger vers cette filiale de droit privé et non vers les Cete...

La CGT combat toute forme de privatisation des activités d'ingénierie et d'expertise réalisées par des services publics.



Egis, une entreprise travaillant dans tous les domaines où sont présents les Cete, et embauchant des ... collègues

**Alors que ces entités sont créées, la DGITM (ex Direction des Routes) se plaint de ne plus avoir d'instance propre à l'Etat pour prendre en compte des problématiques propres à l'Etat. La DGITM ne se satisfait pas de documents consensuels qui plaisent à tous : entreprises, collectivités, fournisseurs...
Le partenariat avec les entreprises a ses limites....**

Chapitre 5 : les coups vont continuer ou pourquoi la solidarité et la prise de conscience sont plus que jamais d'actualité

De quoi sera fait notre avenir ?

- les budgets d'entretien routier ne représentent que 40% de ce qu'ils représentaient ces 3 dernières années,
- une période d'individualisation forcenée des rémunérations - mise en place de la Prime de fonction et de Résultats -,
- le prolongement des plans de liquidation des Cete, qui prévoient 80 postes en moins chaque année (soit près de 10 postes en moins par Cete),
- une époque formidable pour l'ingénierie privée de braderie des compétences consciencieusement accumulées par les services de l'Etat,
- une multiplication de catastrophes dues à l'incurie du gouvernement ainsi qu'à l'abandon de ses missions (routes et digues mal entretenues, aménagement délaissé, systèmes de prévention météorologiques et hydrauliques exsangues)

Face à cette situation, il est nécessaire d'exiger de nos Directions à chaque occasion (Assemblées du personnel, réunions, visites...) qu'elles présentent leur stratégie technique et scientifique ! qu'elles cessent de faire leur travail de liquidateur !

Face à cette situation, il est indispensable que les agents soutiennent les camarades CGT qui portent les revendications rappelées ci-dessus !

SOUTENEZ LA CGT, REJOIGNEZ-LA

Si vous souhaitez nous rejoindre et participer à la vie du corps et agir plus largement sur tout ce qui vous concerne :

Nom : Prénom :

Service.....

Adresse.....

Signature.....

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer à Fédération Nationale CGT de l'équipement et de l'environnement - 263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex tél. : 01 48 18 82 85/82 86 – Fax : 01 48 51 62 50 - E-mail : ussere@cgt.fr
Visitez notre site internet : <http://www.equipement.cgt.fr>